

Le NPD mènera une consultation sur la réforme parlementaire

Ottawa (PC)

Un groupe de députés néo-démocrates fédéraux parcourra le pays au cours des prochaines semaines pour tâter le pouls des Canadiens sur la réforme des institutions parlementaires, a annoncé hier le leader du NPD, Audrey McLaughlin.

Le député de la Saskatchewan Lorne Nystrom, vétéran de la vie parlementaire, présidera le comité itinérant, a indiqué Mme McLaughlin aux délégués néo-démocrates réunis en fin de semaine pour leur conseil fédéral, à Ottawa.

«Si on veut changer les choses, les Canadiens doivent être impliqués», a-t-elle noté. Les gens sont devenus cyniques face à la politique «vieux méthode» et «ne veulent pas de décisions prises par un petit groupe derrière des portes closes».

M. Nystrom a précisé que le caucus néo-démocrate définira les paramètres du comité — sa composition, son échéancier, son itinéraire — lors de sa réunion hebdomadaire, cette semaine. «Le problème de notre système parlementaire, c'est que lorsqu'un gouvernement majoritaire est élu (...) nous subissons une dictature de quatre ans (...) et ce n'est pas convenable», a-t-il expliqué.

Citant à titre d'exemple l'impasse parlementaire actuelle entourant le

projet de loi sur la TPS, M. Nystrom a indiqué que plusieurs réformes de la Chambre haute avaient déjà été évoquées. «Tous les partis s'entendent pour dire que le Sénat dans sa forme actuelle, une chambre non élue, devrait être aboli. Ce n'est pas démocratique».

«On a le choix entre garder une seule chambre (la Chambre des communes), ou alors avoir une deuxième chambre, qui représenterait les provinces (...) et plusieurs modèles ont été suggérés depuis quelques années. Une chambre fédérative, une chambre des provinces, un sénat élu, un sénat à triple-E. Mais quels pouvoirs aura cette institution, si on a effectivement une deuxième chambre?» s'interroge-t-il.

Processus de nominations

Une telle réforme parlementaire implique aussi que les provinces aient un mot à dire dans le processus de nominations à la Cour suprême ou à la Banque du Canada, et à la tête des organismes fédéraux de réglementation, comme au Conseil de la radio-diffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), estime-t-il.

Évoquant la nomination, cette semaine, de huit sénateurs supplémentaires par le premier ministre Mulroney, Mme McLaughlin a par ailleurs indiqué «qu'on n'allait pas voir la reine pour améliorer la démocratie, mais le peuple canadien».

Elle a rappelé que les nominations supplémentaires, effectuées en vertu d'une obscure disposition constitu-



Audrey McLaughlin, chef du NPD

tionnelle jamais invoquée auparavant, pourraient bien être inconstitutionnelles, parce qu'il y a maintenant plus de sénateurs que de députés représentant le Nouveau-Brunswick.

Selon elle, il serait facile pour le gouvernement de dénouer l'impasse parlementaire autour de la TPS, en retirant tout simplement le projet de loi controversé. M. Nystrom, quant à lui, encourage les sénateurs libéraux à poursuivre par tous les moyens leur lutte contre la TPS, notamment en laissant sonner les cloches qui appellent les sénateurs à participer au vote.

La nouvelle carte électorale avantagerait le Parti québécois

Norman DELISLE

Québec (PC)

La nouvelle carte électorale, qui propose de réviser les limites de 104 des 125 circonscriptions du Québec, risque de satisfaire beaucoup plus le Parti québécois que le Parti libéral qui forme le gouvernement depuis 1985.

Une analyse succincte de cette carte indique en effet que le PQ récolte beaucoup plus de retombées positives que le Parti libéral dans ce découpage électoral.

On constate en effet que les six nouvelles circonscriptions sont créées dans des quartiers de banlieue des grands centres (cinq à Montréal et une à Québec), dans des secteurs où le Parti québécois connaît de francs succès depuis 1970.

Ainsi deux des nouvelles circonscriptions sont situées dans les Basses-Laurentides, dans le secteur compris entre Deux-Montagnes et L'Assomption.

C'est une région où le Parti québécois détient déjà trois comités (L'Assomption, Masson et Terrebonne) et où il n'a perdu les deux autres que par de minces marges en 1989, soit 1300 voix dans Groulx et 515 dans Deux-Montagnes.

Sur la rive sud de Montréal, les deux nouvelles circonscriptions apparaissent dans le secteur Bou-

cherville-Verchères, un autre coin où les péquistes ont connu de francs succès depuis plusieurs scrutins, et où il détient déjà quatre comités, soit Bertrand, Verchères, Marie-Victorin et Taillon. Il n'en avait perdu un cinquième, celui de Vachon, que par 114 voix.

Il y a également une nouvelle circonscription créée à Laval, sur l'Île Jésus. Elle comprend des secteurs où les majorités libérales étaient plutôt minces au dernier scrutin, comme par exemple le comté de Vimont où l'avance libérale n'était que de 583 voix.

Dans la région de Québec, le nouveau comté est situé dans la banlieue nord, dans le secteur Loretteville-Val Béclair. La majorité libérale de ce comté de Chauveau a chuté de 3000 voix entre 1985 et 1989.

Les disparus

Du côté des comités disparus, la Gaspésie, dont tous les députés sont libéraux, voit son nombre de représentants à l'Assemblée nationale réduit de cinq à quatre à cause d'une baisse dramatique de la population.

L'éventuelle disparition du comté de Richmond pourrait cependant mettre face à face lors d'une future élection le ministre libéral Yvon Vallières, fort d'une majorité de 10 300 voix, et la péquiste Carmen Juneau, dont la

majorité n'est que de 1140 voix. Cette lutte pourrait coûter un siège au PQ.

Le centre de Montréal perd trois comités. Mais il s'agit de secteurs ayant une tradition de voter majoritairement libéral : Saint-Louis et Westmount, Dorion et Laurier, Verdun et Sainte-Anne.

Un sixième comté disparaît à la suite d'une fusion impliquant principalement les comités de Montmagny et de Bellechasse. Ce secteur rural n'a pas de tradition politique fixe depuis 20 ans et change d'allégeance au gré des vagues. Actuellement, tout ce secteur a voté rouge en 1989, mais dans Bellechasse, la majorité libérale n'était que de 191 voix.

Autres menaces

Par ailleurs, plusieurs modifications inquiéteront certains députés qui voient leur majorité fondre.

Le péquiste Jacques Baril, député d'Arthabaska, voit sa circonscription grossie de 13 000 nouveaux électeurs en provenance du comté voisin de Richmond, fortement libéral.

Dans Saint-Hyacinthe par contre, le libéral Charles Messier perd un secteur lui ayant donné une majorité pour recevoir une paroisse du comté de Johnson, à majorité péquiste.



Gérald Larose, président de la CSN

Amendement réclamé au projet de loi sur Hibernia

Michel VAN DE WALLE Montréal (PC)

La CSN a réclamé hier que le projet de loi fédéral C-44 sur le projet Hibernia soit amendé afin qu'il garantisse que les contrats de fabrication des divers modules de la super-plate-forme de forage pétrolier soient accordés à des chantiers maritimes canadiens.

«S'il n'y a pas cet amendement majeur, ce sera une claquette en pleine face pour le Québec et ses chantiers maritimes», a lancé le président de la centrale syndicale, Gérald Larose, lors d'une rencontre de presse hier à Montréal.

Le projet Hibernia est d'une valeur estimée à 5,2 milliards \$, dont 2,7 milliards \$ proviendront d'Ottawa, sous diverses formes. Le champ d'hydrocarbures est situé au large des côtes de Terre-Neuve et cette province est déjà assurée d'obtenir un peu plus de 50 pour cent des retombées économiques.

Cependant, le projet de loi C-44 n'offre aucune garantie à l'effet que le reste des contrats iraient à des entreprises canadiennes, affirme la CSN. Elle estime que si les entreprises étrangères peuvent concurrencer les firmes canadiennes pour l'obtention de contrats, il y a fort à parier que plusieurs contrats iraient à l'extérieur du pays compte tenu des subventions souvent généreuses que les industries navales étrangères obtiennent de leurs gouvernements.

Or, fait valoir Gérald Larose, il y a au Québec des chantiers maritimes, ceux de Sorel-Tracy et de Lauzon, dont la survie à moyen terme est menacée. C'est pourquoi il réclame un amendement garantissant l'octroi des contrats à des chantiers maritimes qui soient au moins canadiens, convaincu qu'il est que les chantiers québécois pourraient les décrocher. Il précise qu'il ne remet même pas en question le fait que Terre-Neuve soit assurée de plus de la moitié des retombées, même si cette province ne verse que 1,5 pour cent des impôts levés au Canada.

PAYEZ ET EMPORTEZ

5⁷⁷ ch.

Calfeutrant à la silicone pour baignoire, douche, lavabo et murs carrelés. 300 ml. Blanc (12) (0899) Clair (12) (0907)

3²⁹

Bas de porte en aluminium coulé et en vinyle. Long.: 91 cm. (0469)

3⁹⁹

Seuil de porte en aluminium et en vinyle résistants. Long.: 91 cm. (0451)

13⁹⁹

Ruban à mesurer «Black Max». Amortisseur du rappel de ruban. Bouton de blocage. Crochet «UltraHook». Ruban blanc. 1" x 16". (0527)

465⁰⁰

Echangeur d'air électronique. Comprend l'appareil et le contrôle d'air. (0956)

MAT

expert

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 13 OCTOBRE 1990 ou jusqu'à épuisement des marchandises. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

1⁹⁹ ch.

Tubes fluorescents de 40 W. Long.: 1,2 m. Blanc (30) (0980)

9⁴⁹

Coupe-froid pour porte de garage. Aluminium et caoutchouc renforcé. Long.: 2,7 m. (0493)

7⁴⁹

Bas de porte en caoutchouc et vinyle pour porte en métal. Long.: 91 cm. Blanc (0477)

11⁴⁹

Coupe-froid en vinyle décoratif à ressorts réglables. Blanc. Long.: 5 m. (0428)

5²⁹

Coupe-froid en bois et mousse de vinyle. Long.: 5 m. (0444)

163⁰⁰

Ensemble complet pour installation d'un échangeur d'air dans les combles. Comprend tuyaux, grilles, diffuseurs, colliers, etc. (0964)

119⁹⁹

Ensemble complet pour l'installation d'un échangeur d'air au sous-sol. Comprend tuyaux, grilles, colliers, etc. (0972)

Qualité et Prix
VONT DE PAIR CHEZ
MAT EXPERT

1085 pqt.

Bardeaux d'asphalte à toiture. Noirs. Garantie de 15 ans. 1 paquet couvre 3 m² (32 pi²).

159 ch.

Bois d'épinette de qualité colombage. 2" x 4" x 8'

5⁹⁸ ch.

Panneau gautre régulier. 7' 16" x 4' x 8'

18²⁵ ch.

Panneau de contreplaqué d'épinette amélioré (Select) emboutev. 5' 8" x 4' x 8'

24⁰⁰ pqt.

Laine minérale R 12. 15" x 48" x 3 1/2" (99 9 pi²)



Centre de Rénovation DUBREUIL INC.

1151 rue King Est,
Sherbrooke, Qué. J1G 1E6
821-2334
51294

116 rue Principale
St-François Xavier
845-4444

ÉDITORIAL

Kruger, une victoire estrienne

Jean VIGNEAULT

Si nous avions besoin d'une preuve supplémentaire que seule la solidarité permettra à l'Estrie d'affronter les années 2 000 avec sérénité et efficacité au plan économique, nous l'avons obtenue vendredi.

L'annonce de la construction de l'usine de désencrage Kruger à Bromptonville aurait été impossible sans la coalition Solidarité-Estrie-Kruger. Et cette coalition, pour influencer la décision du gouvernement, devait avoir un poids supérieur à celui des seuls travailleurs et citoyens de Bromptonville.

C'est toute l'Estrie, ses leaders politiques et économiques en tête, qui a compris ce qui arriverait si Kruger sortait perdante de cette bataille. Non seulement Bromptonville ne serait devenue qu'un dortoir de Sherbrooke, mais toute la région aurait accusé péniblement le coup. Maintenant, à cause de l'impact économique qui nous aurait échappé, à long terme, à cause du sentiment de défaitisme qui aurait pu s'installer et de l'impression dégalée ailleurs que l'Estrie ne réagissait pas et se souciait peu de son avenir.

L'investissement de plus de cent millions de dollars constitue de loin la meilleure nouvelle économique des dernières années. Pour Bromptonville, c'est aussi important que le fut la reconstruction de Domtar à Windsor. Ce ne sont pas seulement une soixantaine d'emplois qui sont créés et le secteur de la construction qui émerge gagnant. Ce sont surtout les 600 emplois actuels de Kruger qui sont consolidés pour de nombreuses années.

Sous le leadership de la ministre Monique Gagnon-Tremblay, plusieurs institutions et personnalités de Sherbrooke et de la région ont oeuvré à l'aboutissement de ce projet. Sans cette collaboration essentielle, Kruger et l'Estrie auraient terminé au deuxième rang. Si des municipalités de l'Estrie et des élus politiques doutent encore de la nécessité de la solidarité, si certains estiment encore posséder un tel pouvoir qu'ils inciteront à eux seuls les gouvernements à favoriser leur ville ou leur entreprise, c'est qu'ils n'ont pas compris que la force de demain passera forcément par le regroupement.

Comment ne pas établir un lien avec les sociétés de développement que Sherbrooke a récemment créées en invitant les municipalités de la MRC et même d'autres à s'y joindre? Même Sherbrooke a besoin de ses alliés de la banlieue pour mener à bien ses projets, l'inverse est donc vrai. Et si un jour Lennoxville l'emporte devant Rock Forest, ou Fleurimont devant Ascot, il faudra nous rappeler que sans solidarité, personne n'aurait gagné et que l'Estrie aurait perdu. Chaque ville de l'Estrie tire sa force de la santé des autres. Faut-il encore d'autres démonstrations pour nous en convaincre?

BILLET

Rayons de soleil

La douceur n'est pas une qualité innée, elle s'apprend.

Celui qui impose ses quatre volontés, ne s'impose pas.

Le temps use ceux qui le perdent et embellit ceux qui le respectent.

Les vrais recommencements n'attendent pas à demain.

L'éducateur est un semeur: il ne moissonne pas souvent, mais il est indispensable.

Si la réprimande adressée à l'enfant ne fait pas mal aux parents, elle est

peut-être injuste et sans doute incontrôlée.

Tiens à tes principes. Mais que le premier de tes principes soit le respect des autres.

Albatros des mers

SONDAGE GALLUP

Seulement 5 % des Canadiens croient que notre pays sort gagnant du libre-échange

Il y a deux ans, les Canadiens ont connu l'une des plus tumultueuses campagnes électorales de leur histoire. Le principal sujet de cette élection était le libre-échange entre le Canada et les États-Unis. En janvier 1989, le premier ministre Mulroney et l'ex-président Reagan proclamaient l'entrée en vigueur du traité. Vingt mois plus tard, les Canadiens sont profondément déçus des résultats du traité de libre-échange.

Seulement un citoyen sur 20 (5 %) croit que le Canada a bénéficié davantage du libre-échange que les États-Unis. Presque trois quarts (71 %) pensent au contraire que nos voisins du Sud sortent gagnants de ce traité.

Environ un Canadien sur 10 (11 %) croit qu'aucun des deux pays n'a bénéficié plus que l'autre du libre-échange ou que les deux en ont profité également. Les indécis sont au nombre de 13 pour cent.

Dans aucune région du pays retrouve-t-on plus d'un répondant sur 10 qui croit que le Canada sort gagnant. C'est en Ontario qu'on enregistre la plus faible proportion, avec seulement 3 pour cent.

En effet, dans cette province qui a le plus important volume d'échanges commerciaux avec les États-Unis,

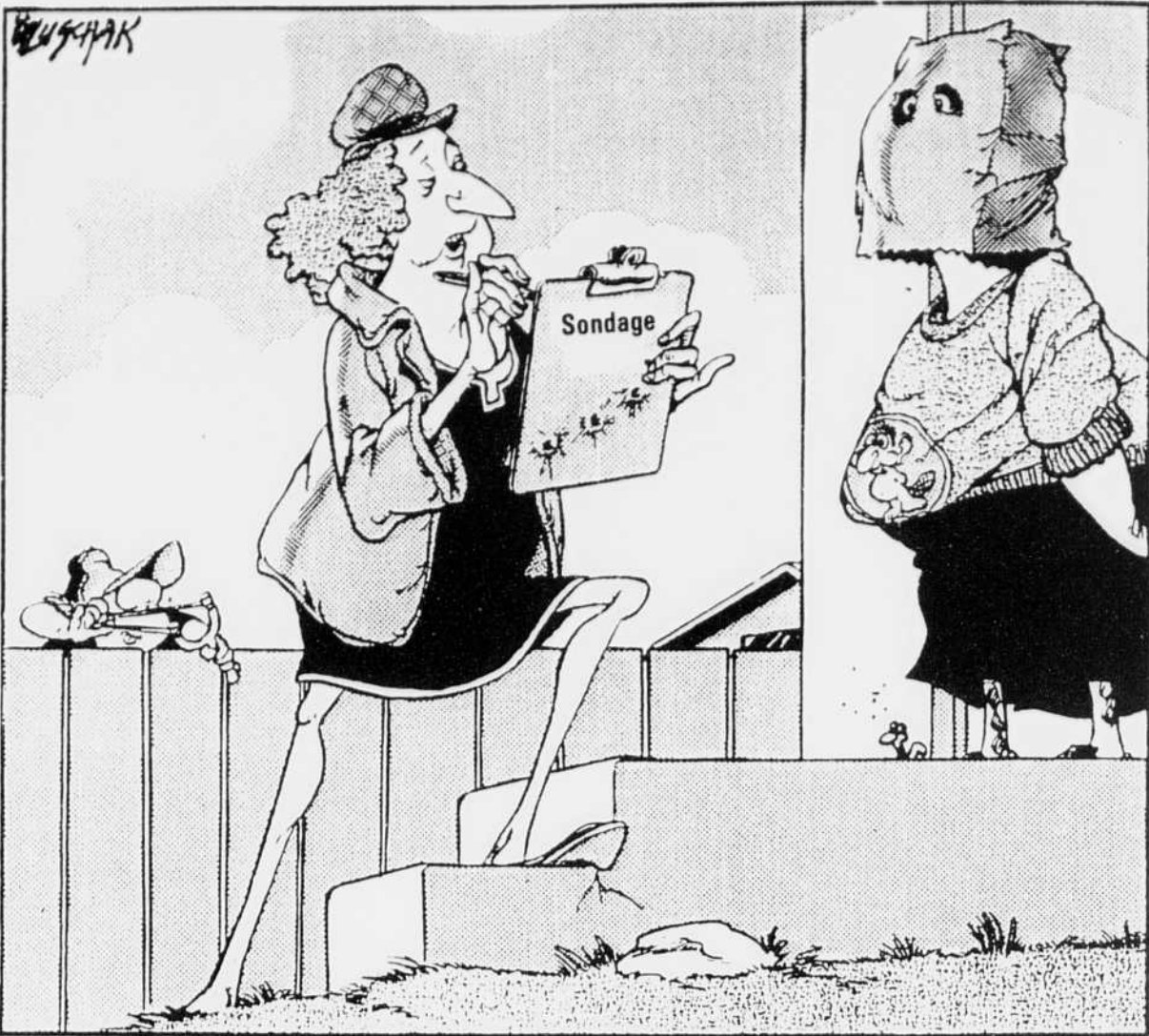
l'opinion publique est particulièrement sévère à l'endroit du libre-échange. Autant que 81 pour cent des Ontariens croient que le traité commercial a profité plus aux Américains qu'aux Canadiens.

En mars dernier, Gallup révélait que 49 pour cent des Canadiens s'opposaient au libre-échange tandis que 32 pour cent y étaient favorables. Et en juin, un autre sondage indiquait

que les Canadiens étaient très divisés à savoir s'il fallait établir le libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

A propos des résultats d'aujourd'hui, il est intéressant de noter que seulement 10 pour cent des partisans du Parti conservateur, la formation qui promulgué l'accord, sont d'avis que le Canada retire davantage du libre-échange que les États-Unis.

Régions:	Canada	Etats-Unis	Les deux/ aucun	Indécis
NATIONAL	5%	71%	11%	13%
Maritimes	8%	66%	10%	16%
Québec	5%	62%	13%	21%
Ontario	3%	81%	9%	7%
Prairies	9%	68%	10%	13%
C.-Britannique	4%	69%	18%	9%
Toronto	4%	74%	13%	10%
Montréal	6%	58%	14%	21%
Education:				
Elémentaire	4%	80%	7%	9%
Secondaire	3%	74%	9%	15%
Collégiale	7%	68%	14%	12%
Universitaire	8%	64%	16%	13%
Langue maternelle:				
Anglais	5%	74%	11%	10%
Français	6%	61%	14%	19%
Partisans du:				
Parti conservateur	10%	59%	13%	19%
Parti libéral	6%	76%	10%	9%
NPD	4%	79%	9%	8%



Préférez-vous Chrétien ou Mulroney?

TRIBUNE LIBRE

Sauvons le comté de Richmond

On conviendra que l'été 1990 fut fertile en événements bouleversants. Et voilà qu'on nous jette en pleine figure le redécoupage des comtés de la province, quand ce n'est pas leur disparition pure et simple comme celui de Richmond.(...)

On se souviendra des luttes épiques que firent certaines paroisses en 1988 pour ne pas se faire détacher de leur comté, dont Warwick ville et canton, Notre-Dame du Bon-Conseil village et paroisse, St-Cyrille. Rien n'y fit. Cette commission de la représentation électorale dont les membres ressemblent plus à des robots qu'à des humains n'ont rien voulu entendre.

Cette fois, est-ce que ce pourrait être différent? Si tout un comté aidé de ses voisins partait en lutte contre la racine du mal, contre la bougeotte de ces fonctionnaires irréflectifs...?

(...) Si d'un seul coeur et d'une seule âme tous les corps publics comme l'AFEAS, les Fermières, l'UPA, les conseils municipaux, etc., faisaient feu de tout bois? Il n'y a rien qui tienne devant une population décidée!

Il y a un vieux proverbe qui dit que: «Quand on a un bon homme, on le garde!» Nous avons l'avantage

d'avoir un bon député avec Yvon Vallières dans le comté de Richmond. C'est tellement reconnu qu'il a remporté la deuxième plus grosse majorité de tout le Québec il y a juste un an. Le premier ministre Robert Bourassa a reconnu sa compétence et ses capacités en le nommant ministre délégué aux Transports.(...)

Les nouvelles paroisses du comté admettent l'excellent travail qui a été fait par le député Yvon Vallières depuis son élection. Les dossiers débloquent, c'est visible. Qu'est-ce que cela signifie? En travaillant pour conserver Richmond et Yvon Vallières, c'est dans l'intérêt de chacun de nous que nous travaillons.

Qu'y a-t-il à faire pour ne pas disparaître même si nous avons le nombre minimum d'électeurs requis par la loi?

En plus de protester contre cette décision invraisemblable, demandons au gouvernement une réforme complète de la loi de la Commission de la représentation électorale qui tienne compte des facteurs socio-économiques et humains des comtés. Ce serait cela détruire la racine du mal!

Ensemble, sauvons notre comté. Ensemble, demandons à notre député-ministre Yvon Vallières qu'il



Yvon Vallières, député de Richmond et ministre délégué aux Transports

obtienne du gouvernement cette réforme.

Émile Vincent
Ste-Séraphine

Crise amérindienne: combattre l'ignorance

J'ai enseigné l'histoire pendant trois années avec une méthode axée sur l'actualité, et je trouve actuellement qu'il y aurait amplement matière à enseigner ce qu'est le colonialisme.

Les commentaires de certains citoyens, dirigeants ou analystes pourraient en effet être cités en exemples: sentiment de supériorité de culture et d'institutions (y compris de lois), certitude d'avoir raison et volonté de «faire entendre raison» aux opposants, méconnaissance profonde de l'autre peuple colonisé (celui qu'on a envahi et qui est toujours en situation de faiblesse), de ses lois, de sa nature véritable (on parle d'étrangers chez les Warriors, «d'Américains»!).

Pour moi, l'une des causes principales du colonialisme, et j'écarte volontairement les enjeux impérialistes et économiques, et l'une des cau-

ses du racisme, son petit cousin, est le manque de connaissance de la culture de l'autre peuple et de sa valeur. Combien longtemps des Blancs des États-Unis ont-ils considéré les Noirs comme inférieurs, inégaux et «moins intelligents»? Il était normal qu'ils soient «asservis»! Et vous vous rappelez l'attitude de nos ancêtres et des missionnaires face aux «Indiens» au XVIe siècle.

Tout cela pour vous demander s'il vous est possible de publier le Traité signé entre les États-Unis et les Mohawks de New York qui reconnaît leur souveraineté, ainsi que les textes de la Constitution qui traitent des Amérindiens, et enfin le jugement de la Cour qui a donné raison à M. Konrad Sioui dernièrement.

On dit souvent qu'il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas enten-

dre. Mais quand on élimine les causes qui empêchent l'homme d'entendre, il peut se remettre à «entendre»... Et je le redis, la première cause qui engendre préjugés, racisme et comportements colonialistes, c'est l'ignorance.

J'ai le sentiment que si on ne réagit pas vite (et vous êtes un instrument privilégié), tout un peuple va être arrêté et poursuivi par notre système judiciaire, pour «résistance à l'ordre public». Et tout cela parce que nous n'aurons pas voulu considérer leurs gestes (de toutes sortes) d'un point de vue «politique»! C'est grave d'attaquer (ou se défendre!) avec des armes à feu, mais ce l'est tout autant d'attaquer avec une «justice intransigeante et sourde»!(...)

France Coutu
Sherbrooke

Réformer l'industrie de la construction

M. Robert Bourassa, premier ministre

Les travailleurs de la construction en ont assez de vivre dans l'insécurité. Cette constatation n'est pas d'aujourd'hui, elle a été faite dans le rapport Cliche en 1975, lequel rapport recommandait à votre gouvernement un régime de sécurité du revenu pour tous les travailleurs de la construction.

On sait que plusieurs facteurs contribuent à insécuriser ces travailleurs.

1) Premièrement, il y a le manque de planification des travaux qui fait que l'argent arrive souvent au mauvais moment. Vous devriez garder cet argent pour les années difficiles.

2) Le régime que nous préconisons propose une formation professionnelle adéquate à notre image et qui servirait adéquatement la consommation.

3) Le régime de sécurité du revenu

s'attaquerait au travail au noir, la pire bête noire des travailleurs, des vrais entrepreneurs et même du gouvernement.

Deux autres études ont été commandées par votre gouvernement, c'est à dire le comité Sexton en 1988 et la Commission Picard-Sexton en 1989. Ces deux études concluent dans leur rapport qu'on doit absolument implanter un tel régime.

Alors M. Bourassa, on est «tanné» des études. S'il-vous-plait, tenez la promesse que vous avez faite à nos dirigeants syndicaux en 1989.

Mettez le en place ce régime, car nous voulons travailler en paix dans la construction.

Viateur Arguin
Stoke

Avis aux lecteurs

La Tribune publie gratuitement les opinions des lecteurs. Les sujets d'intérêt local ou régional ont la priorité, et nous ne nous engageons pas à publier toutes les lettres reçues. Les lettres doivent être courtes et nous nous réservons le droit de les éditer. Chaque lettre doit être signée et comporter l'a-

dresse complète de l'auteur avec son numéro de téléphone. Ces renseignements restent confidentiels, seuls le nom de l'auteur et de la ville d'origine apparaîtront dans le journal. Les lettres anonymes comme les lettres injurieuses ne seront pas publiées.

Le rédacteur en chef

AUTOUR DU MONDE

Des jumeaux centenaires soufflent leurs bougies

Bordeaux (AFP) — Des jumeaux centenaires ont soufflé ensemble leurs 200 bougies lors d'une fête organisée hier dans un restaurant de Salau, dans le sud-ouest français, dans la région de Bordeaux.

Nés à Bordeaux le 30 septembre 1890, Georges et Robert Bourit, qui ont toujours habité la région, ne se sont jamais séparés, sauf pendant la guerre de 1914-18. Ils ont vu ensemble les premiers films de Louis Lumière et emprunté ensemble les tram-

ways à cheval qui desservait la ville au début du siècle.

S'ils ont gardé bonne mémoire, les jumeaux ne parviennent plus à se différencier sur une photographie qui les avait immortalisés à 12 ans, en 1902.

Tous deux veufs, ils ont allègrement fêté leur anniversaire avec leurs 55 descendants. Le secret de leur longévité? Les frères Bourit n'ont «jamais bu et jamais fumé».

Manifestation de soutien au général Aoun

Beyrouth (AFP) — Près de 25 000 personnes ont manifesté hier dans le «pays chrétien» au Liban leur appui au général Michel Aoun et leur refus du blocus imposé par l'armée du président Elias Hraoui pour le forcer à se soumettre, a constaté un journaliste de l'AFP.

La manifestation a eu lieu devant le palais présidentiel de Baabda où siège le général Aoun, dans le Metn, une région de quelque 300 km carrés qui s'étend de Beyrouth vers le nord-est de la capitale et qui est encerclée depuis vendredi par les troupes de M. Hraoui.

Haranguant la foule, le général Aoun a dit: «Votre présence aujourd'hui est le plus grand défi à ceux qui

nous encerclent. Nous menons une bataille pour la souveraineté du Liban, contre un gouvernement qui représente la volonté étrangère et qui veut éliminer son peuple».

Le général Aoun refuse de reconnaître l'autorité de M. Hraoui. Ce dernier s'est rendu samedi soir à Damas où il a évoqué avec le président Hafez al-Assad la possibilité d'une attaque militaire contre le Metn.

Un phénomène d'appui populaire, sans précédent au Liban, s'était déjà manifesté en faveur du général Aoun à la fin de 1989, au lendemain de l'élection de M. Hraoui, qui avait menacé de déloger par la force le chef militaire.

Les affrontements font 36 victimes en Afghanistan

Islamabad (AFP) — La guérilla musulmane afghane a intensifié ses attaques à la roquette sur Kaboul où au moins 36 personnes ont été tuées ou blessées, hier, a annoncé la radio officielle captée à Islamabad.

Radio-Kaboul a précisé que l'explosion d'une roquette avait tué au moins 10 personnes dans un quartier de la capitale afghane.

Les moudjahidine afghans soumettent les forces gouvernementales à une forte pression depuis plusieurs jours. Plus tôt, un porte-parole du régime soutenu par Moscou avait fait

état de raids aériens hier contre des positions rebelles autour de Kaboul.

Il avait affirmé qu'au moins 70 véhicules transportant des armes et des munitions avaient été détruits dans des bombardements aériens effectués par des MiG-21 de fabrication soviétique, au sud de Kaboul.

La guérilla, qui n'a remporté aucun succès depuis la fin du retrait des forces soviétiques en février 1989, semble décidée à viser la capitale à l'approche de l'hiver qui, généralement, coïncide avec une diminution des combats en Afghanistan.

12 personnes tuées dans le nord de l'Inde

Jammu, Inde (AFP) — Au moins 12 personnes ont été tuées, samedi et hier dans l'Etat du Jammu et Cachemire (nord de l'Inde), dans des actes de violence liés aux activités des militants séparatistes musulmans, a annoncé hier la police indienne.

Combats entre rebelles et soldats de Samuel Doe

Monrovia (AFP) — Des combats ont opposé, hier à Monrovia, les soldats de l'ancien président Samuel Doe et les rebelles du Front national patriotique (NPFL), selon des journalistes de l'AFP sur place.

Aucun bilan de cet affrontement n'était disponible à 14 h 30 GMT quand des mortiers et mitrailleuses lourdes ont commencé à entrer en action après plusieurs heures d'échanges de coups de fusils et armes automatiques.

Les combats avaient repris tard vendredi à Monrovia après six jours de trêve entre les factions rebelles et les soldats gouvernementaux, mais on ignorait samedi en milieu de journée si le NPFL de Charles Taylor participait aux affrontements.

Les causes des combats d'hier sont peu claires: certains rebelles accusent les soldats gouvernementaux d'avoir repris les hostilités car ils seraient poussés dans leur dos par les rebelles du mouvement dissident du NPFL, conduits par Prince Johnson, ainsi que par les soldats de la force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG).

D'autres rebelles affirment qu'ils ont demandé aux soldats gouvernementaux de déposer les armes et de les laisser passer pour qu'ils puissent combattre les forces de l'ECOMOG et de Johnson. Comme les soldats refusaient, les rebelles tentent de s'ouvrir un passage.

Les soldats et les rebelles du NPFL avaient interrompu leurs hostilités le samedi 22 septembre, quelques heures après que le chef du NPFL, Charles Taylor, eût décrété un cessez-le-feu unilatéral à durée indéterminée. Les soldats comme les rebelles de Johnson et les forces de l'ECOMOG ont respecté ce cessez-le-feu.

Cependant, Taylor avait à plusieurs reprises menacé de reprendre les hostilités si l'ECOMOG poursuivait le renforcement de ses effectifs à Monrovia, et l'ECOMOG avait annoncé en fin de semaine qu'il recevait plusieurs milliers d'hommes en renfort.

International

L'URSS a besoin de 12 milliards \$ pour amorcer son passage à l'économie de marché

Paris (AFP)

M. Nikolai Petrakov, conseiller économique du président Mikhaïl Gorbatchev, estime que l'URSS a besoin «au minimum de 10 à 12 milliards \$» pour «injecter massivement des biens de consommation» dans le pays afin «d'amorcer» sa transition vers l'économie de marché.

Dans une interview à paraître aujourd'hui dans le quotidien financier La Tribune de l'Expansion, le conseiller économique du président soviétique indique par ailleurs que, «dans quelques jours», M. Gorbatchev prendra un décret autorisant la création en URSS de filiales à 100 pour cent d'entreprises étrangères.

Le «système de création des entreprises mixtes jusqu'à très bureaucratique sera modifié, de même que le régime fiscal», dit-il. Le problème du rapatriement des capitaux «trouvera sa solution», ajoute-t-il, sans plus de précisions, et «plus tard, le cours du rouble sera modifié».

Actuellement, la monnaie soviétique n'est pas convertible en devises,

empêchant dans les faits les entreprises ayant investi en URSS de rapatrier les bénéfices réalisés dans ce pays.

Quant à la transition de l'Union soviétique vers l'économie de marché, pour laquelle M. Gorbatchev a été investi de pouvoirs exceptionnels au début de la semaine, elle «ne peut pas être commencée avec des magasins vides», dit M. Petrakov.

«Pour amorcer le marché, nous avons besoin d'une injection massive de toutes sortes de biens de consommation», «Plusieurs interlocuteurs — banques, gouvernement, entreprises — nous ont déjà proposé des crédits pour cela», ajoute le conseiller économique de M. Gorbatchev. «Nous avons besoin au minimum de 10 à 12 milliards \$. Cela nous permettrait de stabiliser le marché de la consommation», ajoute-t-il.

Détaillant les mesures nécessaires pour passer à l'économie de marché, M. Petrakov affirme qu'il faut «avant tout casser les structures monopolistiques en liquidant les ministères par branche, en transformant les grandes entreprises en sociétés par actions autonomes, en permettant la privatisation des petites entreprises, en ouvrant l'économie à la concurrence internationale».

Il ajoute qu'il a préparé pour M. Gorbatchev «une sorte d'enveloppe noire» contenant des mesures concrètes très strictes pouvant être prises immédiatement en cas de difficultés inattendues. «Tous les scénarios, même les plus négatifs, ont été prévus. Quel que soit l'événement, nous ne serons pas pris de court», assure-t-il.

Pierre TAILLEFER

Moscou (AFP)

Il pleuvait hier matin sur Moscou, des précipitations abondantes comme pratiquement tous les autres jours du mois de septembre. La nouvelle pourrait paraître banale, mais pour les Moscovites, elle a des accents dramatiques au moment où s'effectue la récolte de pommes de terre.

«Il reste deux à trois semaines pour sauver la récolte», a lancé sa-

medi soir à la télévision le premier ministre. Nikolai Ryjkov n'en finit plus de tirer le signal d'alarme. «La situation est telle dans le pays que nous devons arrêter le déclin», a affirmé le chef du gouvernement.

Ces dernières semaines, les médias apportent chaque jour leur lot de mauvaises nouvelles et une impression d'immense pagaille gagne tous les responsables économiques.

«Dans ce pays on n'obtient plus aux lois, les décrets et les résolutions ne sont pas exécutés, les mesures admi-

nistratives restent sans effets (...) On ne peut vivre sans discipline, sans ordre, et sans des responsabilités», déclare M. Ryjkov.

Les stocks de pommes de terre destinés à Moscou étaient à la fin de la semaine sept fois moindres qu'à la même époque l'année dernière. La population de la capitale a besoin de 550 000 tonnes pour l'hiver. Les stocks sont de 38 000 tonnes, ils étaient à la même date l'année dernière de 279 000 tonnes.

Les Izvestia ne sont pas parues hier en raison de la pénurie de papier. C'est la première fois que l'un des plus célèbres journaux soviétiques, il y a peu encore organe officiel du gouvernement, doit renoncer à sortir des presses.

Le manque de papier est un problème constant pour les journaux mais il s'est aggravé ces dernières semaines avec le refus de la Carélie (au nord de Leningrad) de livrer sa production pour protester contre les pénuries de produits alimentaires.



À Peshki, à 40 kilomètres de Moscou, des soldats ont été mobilisés pour aider à la récolte de pommes de terre.

Nouveaux locaux!

CLINIQUE DU SPORT

Dû à la popularité grandissante de leur commerce, Françoise et Guy Desruisseaux désirent annoncer à leur clientèle qu'ils sont maintenant déménagés dans des locaux plus vastes, au

Aiguillage de patins et de skis

419 Papineau Sherbrooke

Nous offrons toujours les mêmes services!

LOCATION

Vente d'articles de sport neufs et usagés

Réparation d'articles de sport de tous genres (hiver-été)

CLINIQUE DU SPORT

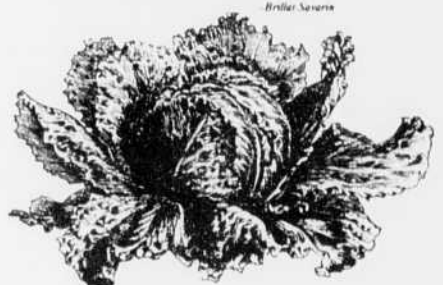
419 Papineau, Sherbrooke, J1E 1X4, (819) 569-0224

19952x

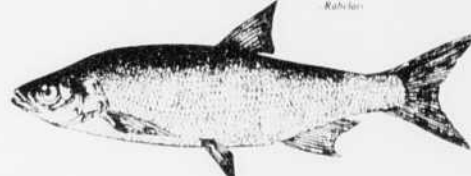
14 ième



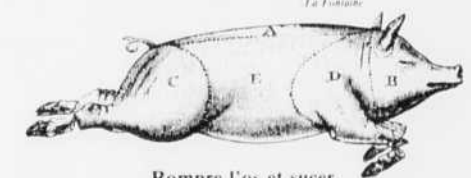
La destinée des nations dépend de la manière dont elles se nourrissent



L'appétit vient en mangeant



Petit poisson deviendra grand pourvu que Dieu lui prête vie



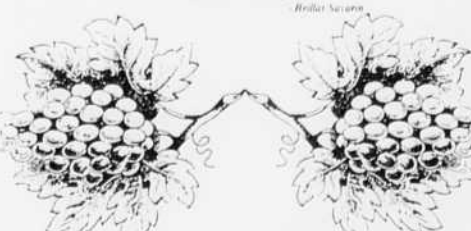
Rompre l'os et sucer la substantifique moelle



Manger est bon



L'homme d'esprit seul sait manger



Le vin nous invite à la danse et nous fait oublier nos maux



FESTIVAL GASTRONOMIQUE DE GRANBY

Obtenez votre passeport et procurez-vous votre billet 378-7272

29 septembre Bal des vendanges

6 octobre Soirée bavaroise Octobreuse

29 septembre au 29 octobre 1990

19954

Quand tu vis un moment difficile et que tu as besoin de parler. A Secours Amitié il y a quelqu'un pour t'écouter.

UNE LUEUR D'ESPOIR...

SECOURS/AMITIÉ

Poste d'écoute: 564-2323
Sans frais d'appel: Weedon

LAC-MÉGANTIC
RICHMOND
ASBESTOS
composez 0 et demandez Zenith 5-3060.

A TOUTE HEURE DU JOUR ET DE LA NUIT

Vivre

Sherbrooke recevra les cinq écoles nationales du Québec

Michel RONDEAU

Sherbrooke

Les cinq écoles nationales du Québec organisent un colloque sur leurs particularités respectives le 16 octobre, à Sherbrooke, et elles accueillent le public le lendemain 17 octobre, à l'hôtel Delta.

C'est ce qu'a annoncé M. Paul Mathieu, directeur de l'enseignement du Centre québécois de formation aéronautique du Collège de Chicoutimi.

Les écoles nationales sont des écoles qui offrent une formation d'intérêt particulier pour le Québec et chacune est unique dans la province.

«Il y a environ deux ans, raconte M. Mathieu, les cinq écoles nationales se sont regroupées pour des fins d'administration, d'organisation et d'information scolaires. Ce sont l'École québécoise du meuble et du bois ouvré du Collège de Victoriaville, l'École nationale d'aéronautique du collège Édouard-Montpetit, l'Institut maritime du Québec, du Collège de Rimouski, le Centre québécois de formation aéronautique du Collège de Chicoutimi et le Centre spécialisé des pêches du Collège de la Gaspésie et des Îles.»

Le colloque du 16 octobre, explique M. Mathieu, vise à renseigner les intervenants du milieu scolaire, surtout les conseillers d'orientation et les professeurs de choix de carrière, sur les programmes propres à chacune des écoles nationales. Des ateliers sur chacune de ces écoles permettront de renseigner les participants sur les nouveautés et les particularités des écoles et de répondre aux questions des participants.

A cette occasion, il y aura aussi une conférence prononcée par M. Gaétan Boucher, directeur général de la Fédération des cégeps.

CARNET COMMUNAUTAIRE

«Humour géné»

Le Dr Marius Laporte est le conférencier-invité de la Société de géologie des Cantons de l'Est le mardi 2 octobre, à 19h30, à l'édifice des services récréatifs communautaires, 1215, rue Kitchener, à Sherbrooke. Le thème de la rencontre: «Humour géné».

L'ordinateur...

La Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke recevra, à titre de conférencier-invité, René Laperrière, professeur titulaire du département des sciences juridiques à l'Université du Québec à Montréal, le mardi 2 octobre, à 8h30, au Centre judiciaire de la Faculté de droit, salle A9-130. Sa conférence s'intitule: «L'ordinateur et la vie privée».

Rallye automobile

Le Club de raquette l'Audacieux organise un rallye automobile le samedi 6 octobre, à compter de 13 heures. Le départ est prévu au 1652, rue Galt est, à Sherbrooke.

Café rencontre

Le Mouvement Retrouvailles Adopté(e)s-Parents, tiendra un café rencontre le mercredi 10 octobre, à 19h30, au CLSC Gaston Lessard, 1200, rue King est, à Sherbrooke.

Rallye du Club

Tuque Rouge

Le Club de Raquettes Tuque Rouge tiendra son rallye automobile annuel le dimanche 7 octobre prochain. Pour inf.: 567-9644.

Bénévoles demandés

Secours-Amitié est présentement à la recherche de bénévoles. Cet organisme offre un service d'écoute téléphonique aux personnes vivant un moment difficile et ressentant le besoin de se confier. Si vous désirez de plus amples renseignements, il y aura deux soirées d'information, les mardi et mercredi 2 et 3 octobre, à 19h30, au CRSSS, 2424, rue King ouest, à Sherbrooke.

PARENTS ANONYMES

À L'ÉCOUTE DES PARENTS EN DIFFICULTÉ



Le lendemain, ajoute M. Mathieu, les représentants des cinq écoles nationales espèrent rencontrer, entre 13h30 et 21 heures, les adultes qui veulent effectuer un retour à l'école et les jeunes et leurs parents qui se posent des questions sur les programmes de ces écoles et sur leur portée. Les élèves de 4e et de 5e secondaire sont les jeunes les plus suscep-

tibles de chercher des informations sur ces écoles.

«C'est seulement la deuxième fois que le regroupement des cinq écoles nationales organise un colloque. L'an passé, il avait eu lieu à Montréal. Cette année, on a choisi de visiter Sherbrooke pour y renseigner les gens de l'Estrée.»

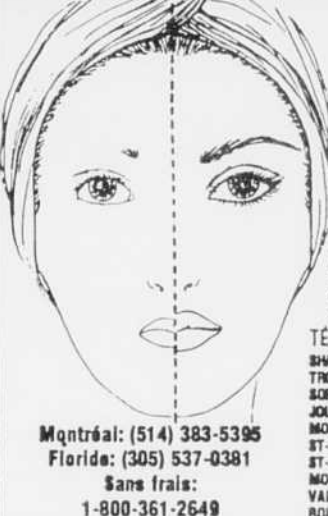


Photo La Tribune par Claude Poulin

Exposition de Madelyn Allard

Actuellement et jusqu'au 12 octobre, dans les locaux de la firme Raymond, Chabot, Martin, Paré, on propose une exposition de l'artiste peintre Madelyn Allard, qui est également présidente de l'Association Entraide Cancer du Québec, un organisme qui s'est donné pour mission de soutenir moralement les jeunes atteints de cette maladie. On peut aussi apprécier le travail de trois autres artistes membres de l'Association, section Estrie, soit Madeleine Guillemette, Daniel Harvey et Vincent Laflamme. Les profits de la vente des toiles serviront à la cause. Sur la photo, dans l'ordre habituel, Mmes Guillemette, Allard, M. Harvey et l'artiste peintre Sandra Waite.

Dernière tournée avant le printemps 1991



MAJIE, l'inventrice du MAQUILLAGE PERMANENT visite 30 villes par mois de mai à octobre. Dans chaque ville elle performe le maquillage permanent, fait des démonstrations et effectue des réparations d'autres maquillages non réussis.

Il ne faut pas oublier que Majie, l'inventrice de ce maquillage, est la seule personne qui performe un maquillage au complet, sans échymoses, beau immédiatement à l'intérieur d'une heure. C'est garanti, sinon c'est gratuit.

TÉLÉPHONEZ TOUT POUR RÉSERVER VOTRE PLACE

SHAWINIGAN	TROIS-RIVIÈRES	SOREL	JOLLETTE	MONTREAL	ST-JEROME	ST-JOVITE	MONT-LAUREN	VAL D'OR	ROUYN
VILLE-MAIRIE	HALL	BATINEAU	VALLEYFIELD	ST-JEAN	MONTREAL	ST-HYACINTHE	BRANDY	SHERBROOKE	DRUMMONDVILLE

Montréal: (514) 383-5395
Floride: (305) 537-0381
Sans frais: 1-800-361-2649

QUALITÉ DE VIE...



Faites-en un anniversaire d'un cru exceptionnel



Consultez nos experts

Ronald Fortier inc.

Gemmologiste agréé
43 Wellington nord, Centre-ville, Sherbrooke

La bague à diamant anniversaire.

Un ruban de diamants qui affirme que vous seriez prêt à tout recommencer.

191604

LE MONDE SCOLAIRE

Sherbrooke (MR)— Julie Forcier, une élève de la commission scolaire Des Chênes, de Drummondville, a remporté le premier prix du concours de productions écrites en hommage à Félix-Leclerc... élève de 3e secondaire l'an dernier, au moment du concours, elle a mérité le premier prix grâce à un poème écrit «à la manière de Félix Leclerc» intitulé «L'hironde»... le concours a été organisé par la Commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière à l'intention de tous les élèves de 3e à 5e secondaire de la province et des jeunes de 37 commissions scolaires y ont participé, dont certains de la Commission scolaire de Magog...

Valérie Guénette, Marjolaine Mayette et Patrick Lussier en secondaire I; Corinne Drapeau, Renée Fontaine et Dominic Pearson en secondaire II et Christian Ducharme, Véronique Chagnon et Julie Poulin en secondaire III...

Il y aura soirées d'information pour les parents des élèves du secondaire, au Séminaire de Sherbrooke, les 3 et 4 octobre, à 19 heures... en plus de rencontrer tous les professeurs, les parents pourront se renseigner à des stands où seront expliqués les services offerts aux élèves...

Cette année, le comité sportif du collège François-Delaplace, de Waterville, se compose de Marie Caiher-Chartrand, Vicky Richard, Sara-Line Boucher, Sasha Cardinal, Valérie Leclerc et Anne-Catherine Bleau... le 18 septembre, ce groupe a vécu un minicamp à Katevale...

M. Guy Lefebvre, animateur, prépare trois demi-journées d'ac-

tivités pour les élèves du 2e cycle du secondaire du Séminaire de Sherbrooke... au programme, on trouvera des activités sportives et socio-culturelles...

Les élèves du collège François-Delaplace, de Waterville, ont vécu leur première activité socio-culturelle... par une belle journée ensoleillée, elles ont vogué sur les eaux du lac Massawippi à bord de rabaskas, de grands canots indiens à 12 places... les élèves ont ramé de la marina de North Hatley jusqu'au camp de chasse et pêche Québec Lodge... elles ont été accueillies à cet endroit par une partie de leurs professeurs, qui avaient préparé un dîner en plein air et des jeux pour l'après-midi...

Il y a une semaine, un soir de fête a souligné le début de l'année scolaire au collège François-Delaplace, permettant aux élèves et à leurs parents de mieux s'intégrer à l'école... professeurs, parents et élèves étaient invités à une danse et à une tombola...



CENTRE DU PNEU ET DE L'AUTO AVEC SERVICE

40%

de rabais

LIQUIDATION DE PNEUS

Exemple d'économie:
P195/75R14
\$62/\$64
chac.
Notre prix cour.: 104.99

SANS FRAIS*

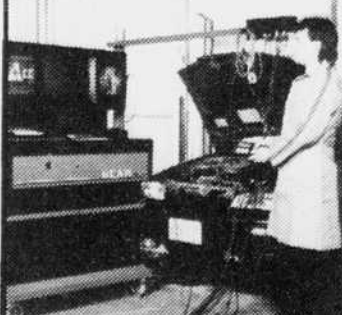
CORPS DE VALVE
INSTALLATION
DOMMAGES ROUTIERS

STRATOFLITE
Pneus radiaux toute saison ceinturés d'acier pour une conduite en douceur, une rapidité d'action et un bon rendement.
Offerts en dimensions et quantités limitées.

Dimensions	Notre p. cour. Chac.	En Solde Chac.	Economie de
P155/80R13	81.99	49.00	32.99
P165/80R13	87.99	52.79	35.20
P175/80R13	90.99	54.59	36.40
P185/80R13	93.99	56.39	37.60
P185/75R14	98.99	56.39	39.60
P195/75R14	104.99	62.00	42.99
P205/75R14	114.99	68.99	46.00
P205/75R15	117.99	70.79	47.20
P215/75R15	122.99	73.79	49.20
P225/75R15	133.99	80.39	53.60
P235/75R15	140.99	84.59	56.40

COTE DES PNEUS
80,000 km

Mise au point du moteur, lubrification et filtre neuf



Le prix comprend:

- Installation de bougies neuves.
- Vérification et réglage de l'allumage (si nécessaire).
- Vérification du filtre à air, de la soupape PVC et du filtre à essence.
- Vérification du chapeau de distributeur, du rotor et du filage.
- Nettoyage des bornes de la batterie.
- Vérification du système de charge et de la batterie.
- Installation de vis platinees, d'un condensateur et d'un rotor (si nécessaire) pièces en surplus.
- Installation d'un filtre à huile Fram.
- 5 litres d'huile à moteur Quaker State 10W30.
- Lubrification du châssis (si nécessaire).
- Vérification en 25 points.

69⁹⁵ 79⁹⁵ 99⁹⁵

4 cylindres 6 cylindres V6 ou 8 cylindres

Pour la plupart des véhicules, pièces additionnelles et main-d'œuvre en sus. Frais additionnels pour les camionnettes.

Offre en vigueur jusqu'au 7 octobre 1990 ou jusqu'à épuisement des stocks.




REPARATIONS GARANTIES
120 JOURS

SERVICE RAPIDE
LAISSEZ VOS CLÉS
A L'HEURE OU VOUS CONVIENT

VENEZ SIROTER UN CAFE AVEC NOUS

Des bas prix... et tellement plus à découvrir!

Un atout contre la rouille

OIL GARD anti-rouille

FAITES TRAITER VOTRE VOITURE À L'OIL GARD.

EXPÉRIMENTÉ
Produit développé en laboratoire et essayé sur la route pour une protection efficace contre la rouille sur tout véhicule quel que soit son état et son âge.

ÉPROUVÉ
Le chef de file de l'industrie grâce à sa garantie pouvant couvrir jusqu'à 8 ans. Plus de 100 000 véhicules protégés contre la rouille sans aucune réclamation en 14 années de service.

GARANTIE
Garantie sans frais avec traitement annuel 5 ans pour véhicules neufs et de 3 ans pour véhicules usagés. Voyez les détails à votre succursale.

TRAITEMENT 30 MINUTES C'EST GARANTI!

49⁹⁵
Notre p. cour.: 69.95

N'ENDOMMAGERA PAS

- les fils électriques
- les caoutchoucs
- la peinture
- propre
- inodore
- efficace

Afin de mieux vous servir, nous avons mis sur pied un système qui vous permet de nous laisser votre voiture quelle que soit l'heure. Veuillez remplir le formulaire, stationner votre voiture verrouillée vos portières, mettre vos clés dans l'enveloppe et l'insérer dans la boîte prévue à cette fin. Nous vous assurons qu'aucune réparation supplémentaire ne sera effectuée sans votre autorisation. Vous pouvez vous procurer des enveloppes au Centre du pneu et de l'auto.



Woolco

LES TERRASSES
Rock ForestHEURES D'OUVERTURE: LUN. - MAR. 9H - 17H30
JEUDI - VENDREDI 9H - 21H. SAMEDI 9H - 17H
GARAGE D'OUVERTURE: LUN. - MAR. 9H - 17H30
JEUDI - VENDREDI 9H - 21H. SAMEDI 9H - 17H
GARAGE: Pour rendez-vous: TEL. 564-1441

16521

Les secrets mal gardés...

EN COLLABORATION

CLIN D'OEIL



Photo La Tribune par Christine Landry

Quelque 400 personnes ont répondu à l'invitation des frères Lemaire en fin de semaine dans le cadre de l'inauguration du Centre d'entretien d'équipements mobiles de la compagnie Cascades à Kingsey Falls. Sur la photo: Bernard Lemaire, Émilien Doyle, contremaitre, Alain Lemaire et Noël Ducharme, responsable des achats.



Photo La Tribune par Claude Croisier

L'Association des secrétaires de l'Estrie vient de désigner les membres du conseil d'administration pour l'année 1990-91. Dans l'ordre habituel: Lucie Taylor, trésorière; Huguette Leroux, présidente; Line Talbot, vice-présidente; Hélène Boivin, secrétaire-archiviste; Suzie Lavoie, secrétaire-correspondante.



Photo La Tribune par Claude Croisier

Les autres membres du conseil d'administration de l'Association des secrétaires de l'Estrie sont: Rachel L. Petit, responsable du recrutement; Joanne Owen, banquet; Huguette Leroux; Chantal Viboux, social; Guyline Fournier, éducation.



LUCIEN BERNIER possède mille et un trucs pour localiser un trouble mécanique ou électrique dans une voiture. Il ne faudrait donc pas se surprendre en le voyant sortir du coffre de la voiture de sa voisine après avoir voulu en vérifier l'isolation.

LÉO LAMARCHE vient de s'envoler pour la Grèce où il doit rendre visite à sa fille, Diane. Un peu nerveux, LEO n'a pas voulu dire s'il s'agissait d'un voyage d'affaires dans le but d'y ouvrir un second magasin de fruits et légumes.

Pour faire passer gratuitement un secret mal gardé, appelez au numéro **564-5454**

DANIELLE PIQUETTE se prépare fébrilement à l'Halloween et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'on l'a vue faire une démonstration des costumes qu'elle a fabriqués lors d'une visite imprévue dans une succursale bancaire du centre-ville.

Ce n'est pas parce qu'il a pris sa retraite du CLSC Gaston-Lessard où il a travaillé durant de nombreuses années qu'EUSEBE AUDET cessera de profiter de la vie. Ses ex-collègues de travail, lors d'une fête en son honneur, ont appris qu'Eusebe venait de prendre épouse.

NANCY SHANNON devra nécessairement retourner à Kennebunk Port l'an prochain, la troupe de danse aérobie qu'elle a dirigée sur une distance de quatre kilomètres venant de lui expédier une invitation: on l'embauche comme directrice de troupe à temps partiel!

Le policier MARIO LALIBERTÉ de Rock Forest précise que les intéressés au Comité de voisinage de Rock Forest doivent se présenter à une importante réunion, à 19h30 aujourd'hui, au centre communautaire de Rock Forest. On y jettera les bases du comité et planifiera les activités de cet organisme de prévention.

GÉRARD BESSETTE qui a passé une bonne partie de sa vie au Palais de Justice n'est pas scandalisé d'apprendre que les juges DIONNE et RUFFO peuvent avoir été payés à ne rien faire pendant que leur cas était étudié par le comité de la magistrature. «Au moins, dans le cas de ces deux juges-là, les gens savaient qu'ils étaient payés à ne rien faire...» de confier Gérard...

RAYMOND JASMIN de la rue Des Aulnes à Fleurimont a réussi tout un tour de force en fin de semaine. La voiture qu'il avait à vendre a roulé

seule dans la rue pour heurter une autre voiture sur laquelle il devra payer les dommages. On lui a collé un ticket de 100 \$ parce que sa voiture n'était pas immatriculée convenablement. Il a dû faire touer la voiture et la faire réparer. Une bonne note quand même: il a réussi à vendre pour 300 \$ sa voiture pour laquelle il s'était donné... 1200 \$ de troubles!

La Tribune

LE CAMELOT DE LA SEMAINE



STEVE TELLIER
BROMPTONVILLE
JUVENAT DES FRÈRES
DU SACRÉ-COEUR
SEC. IV

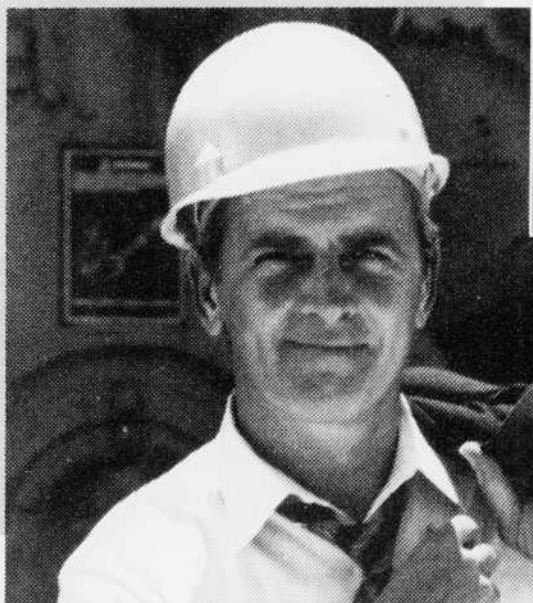
Steve passe le journal tous les matins entre 5h45 et 6h15 à la grande satisfaction de ses clients. Ses sports préférés sont le ski nautique et le cyclisme. Il est entraîneur pour le soccer à Bromptonville. Afin de payer ses études il songe à former un groupe dans lequel il jouerait du saxophone. Il est indécis sur son choix de carrière mais il veut apprendre à vivre sans être stressé.

BRAVO ET...FÉLICITATION

18922

SANTÉ, SÉCURITÉ AU TRAVAIL

On est tous d'accord, c'est vital.



Du 15 au 21 octobre 1990, c'est la 6^e Semaine de la santé et de la sécurité du travail. Partout au Québec, dans les entreprises comme sur la place publique, c'est l'occasion de parler de santé et de sécurité du travail et surtout de passer à l'action!

Le thème de cette année, **un plan d'action en santé et en sécurité du travail**, veut sensibiliser les employeurs et les travailleurs à la nécessité de faire de la prévention pour réduire le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Pour obtenir de l'information ou du matériel de support afin de réaliser vos activités pendant la Semaine, communiquez avec votre direction régionale de la CSST.

CSST

Commission
de la santé
et de la sécurité
du travail

Du 15 au 21 octobre 1990, c'est la Semaine de la santé et de la sécurité du travail.

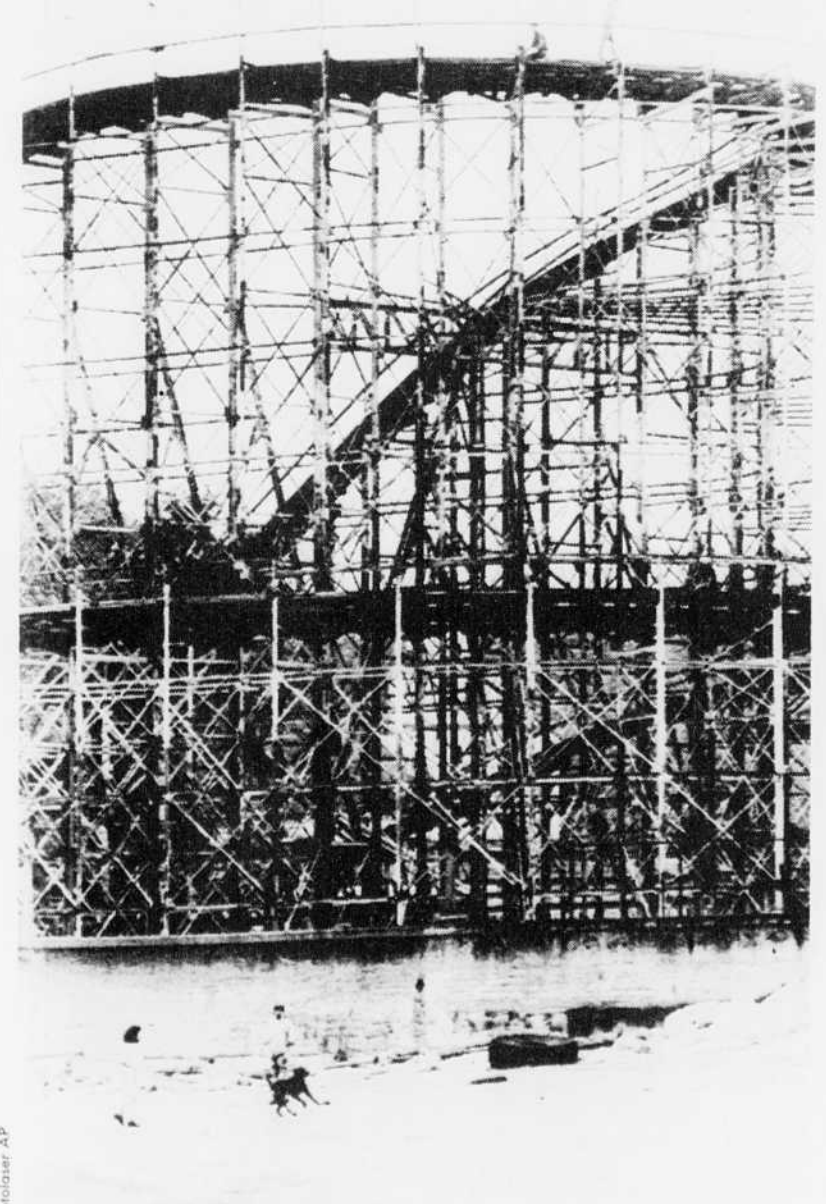


Photo: AP

Les «montagnes russes» du Crystal Beach Amusement Park, à Crystal Beach, en Ontario, sont cotées parmi les dix premières au monde. Construit en 1946, le gigantesque manège ne finira pas ses jours en Ontario. Il prendra bientôt le chemin de l'État de New York, soit à Fantasy Island, à Grand Island, ou soit au Great Escape Fun Park, près de Lake George; ce point n'est pas encore tranché. Leticia Casanas et Stephen McInerney, de Buffalo, jouent sur la plage alors que des ouvriers s'affairent à démonter le manège.

Attaque contre la pauvreté promise au Sommet sur l'enfance

Maurice GIRARD

New York (PC)

Alors que les rencontres se multiplient dans la métropole américaine sur la réplique internationale à une agression éventuelle de l'Irak dans le golfe Persique, 71 chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés hier à lancer une "Attaque mondiale contre la pauvreté" au Sommet sur l'enfance, qui s'est tenu hier aux Nations Unies sous l'égide de l'UNICEF.

Moment de quiétude dans la crise du golfe, premiers ministres, présidents, émirats et autres souverains ont adopté à l'unanimité, puis signé une Déclaration et un Plan d'action "en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant", dont la mise en oeuvre pourrait se chiffrer annuellement par quelque 25 milliards.

Fruit d'une longue négociation qui a duré 10 ans dans les instances internationales, cette Déclaration recoupe le contenu de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, adoptée en novembre 1989 par 109 pays, à l'exception des Etats-Unis. (Signataire, le gouvernement du Canada n'a pas encore fait ratifier le document par le Parlement.)

Plan d'action

Le but premier du Plan d'action entériné hier est de réduire de moitié, d'ici l'an 2000, les 14 millions de morts annuelles d'enfants de moins de cinq ans, victimes de maladies, de malnutrition et de négligence; et à instaurer un vaste programme de contrôle des naissances et d'éducation des populations démunies dans les pays en développement et industrialisés.

Et, jusqu'à la dernière minute, Washington a maintenu le suspense. En conférence de presse, le co-président de la rencontre, le premier ministre canadien Brian Mulroney n'était pas en mesure de confirmer l'adoption par la Maison-Blanche républicaine de ces mesures d'aide à l'enfance, qui semblent tirées tout droit du programme électoral démocrate. Finalement, en l'absence du président George Bush retourné à Washington pour des questions plus pressantes, c'est le secrétaire à la Santé, M. Louis Sullivan, qui a paraphé la Déclaration.

Ce n'est que dans quelques années que le monde pourra voir les résultats de ces assises, a déclaré en fin de séance M. Brian Mulroney, qui était accompagné de l'autre co-président du sommet, le premier ministre Moussa Traoré, du Mali. La réalisation du Plan d'action en 10 points dépendra de l'aide des organisations internationales, des subventions des pays riches, de la réorientation budgétaire des pays pauvres et de la volonté internationale.

Au milieu de réceptions, de dîners officiels et de tête-à-tête, le sommet aura surtout servi aux leaders internationaux de se prononcer courageusement pour des valeurs et des objectifs difficilement contestables. Le dialogue entre chefs d'Etat n'a jamais eu lieu. Il fut remplacé par une mélodie de discours brefs, mais vertueux, qui rappelaient en ces périodes troubles le triste sort de populations laissées aux volontés pas toujours limpides de gouvernants souvent préoccupés par le seul goût du pouvoir.

Comme le président américain George Bush et le premier ministre canadien, l'émir a patride du Koweït,

Benazir Bhutto comparait

Karachi, Pakistan (AFP)

Mme Benazir Bhutto, premier ministre déchu du Pakistan, a comparu pour la première fois hier devant un tribunal spécial de Karachi, où elle a d'emblée rejeté cette juridiction qui vise, selon elle, à saboter la campagne de son parti en vue des élections générales anticipées prévues dans 25 jours.

Des centaines de militants du Parti du Peuple Pakistanais (PPP) s'étaient rassemblés devant la cour, sous haute surveillance, pour souhaiter «longue vie au premier ministre Bhutto», limogée le 6 août dernier pour «corruption, abus de pouvoir et incompétence» dans des circonstances encore controversées.

Mme Bhutto, âgée de 37 ans, est arrivée au tribunal en compagnie de son époux, Asif Ali Zardari, et de ses principaux lieutenants, parmi lesquels des avocats de renom, tandis qu'à l'extérieur des dizaines de policiers anti-émeute tentaient de contenir la foule.

«Nous ne reconnaissons pas la juridiction des tribunaux spéciaux parce qu'ils ne remplissent pas certaines conditions requises sur le plan international et même par notre propre système judiciaire», a déclaré à la presse le premier ministre destitué avant le début de l'audition.

Elle a fait remarquer que seul «le leader du plus grand parti pakistanais» faisait l'objet de poursuites judiciaires et que cette situation de «prisonnier» allait handicaper le PPP dans la campagne pour les élections du 24 octobre.



L'image du premier ministre Mulroney est projetée sur grand écran, pendant son discours du Sommet sur l'enfance, à New York, hier.

le sheik Jaber al-Ahmed al-Sabah, a réclamé que le maintien des sanctions internationales contre le régime du président Saddam Hussein du Koweït, qui a envahi son pays le 2 août. Il en va de l'avenir du Koweït, qui dépend essentiellement des enfants, a dit l'émir de son ton monocorde, caractéristique.

Qualifié de "plus important rassemblement de chefs d'Etat et de gouvernement du monde", le Sommet sur l'enfance aura été utile de bien d'autres façons aux leaders du monde, qui ont multiplié séances de magasinage et de tourisme dans la Mecque du capitalisme.

Pour marquer la tenue du Sommet, les lumières de grands immeubles de New York comme l'Empire State Building et le World Trade

Center se sont éteintes pour une minute samedi soir. Les spectateurs à la partie de baseball des Mets contre les Cubs ont respecté une minute de silence. Entre-temps, les automobilistes et les taxis étaient invités à klaxonner en l'honneur du sommet. Mais, dans la cacophonie habituelle de New York, plusieurs n'ont sans doute pas compris le message. Hier, comme à l'habitude, 25 000 enfants ont passé la nuit à la belle étoile dans la plus peuplée et la plus riche des villes américaines. 10106-444-1 SOMMET—DECLARATION 30-09 0789

Sommet-Déclaration (BGT)
Par Maurice GIRARD
NEW YORK (PC) - La "Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du dévelop-

pement de l'enfant" et son Plan d'action signés hier par 71 chefs d'Etat ou de gouvernement est un projet aux objectifs ambitieux, que même la plus riche nation de la planète, les Etats-Unis, aurait de la difficulté à appliquer intégralement.

Selon certaines évaluations, le Trésor américain devrait effectuer une ponction d'un demi-milliard de dollars par année sur les fonds publics pour respecter à la lettre ses engagements. Objectif certes louable mais peut-être irréaliste dans le contexte de restrictions budgétaires aux Etats-Unis et d'élimination de programmes sociaux.)

Quant au Canada, le co-président de la rencontre et premier ministre, M. Brian Mulroney, a promis pendant le week-end que son ministre de la Santé Perrin Beatty aurait d'importantes annonces à faire. A la fin du Sommet, on attendait toujours. Contrairement à ce qu'on avait cru, M. Beatty n'a pas, à défaut de la création d'un nouveau ministère, annoncé la restructuration administrative des instances gouvernementales chargées des programmes à l'enfance.

Si pratiquement tous les problèmes de l'enfance sont abordés dans le

document de 18 pages, deux questions plus controversées sont en quelque sorte évacuées: l'exploitation sexuelle des enfants, mais surtout l'avortement, traitée en fonction des objectifs à atteindre ("l'espacement des naissances") sans préciser les

moins pour y arriver. Avortement? Pilule? Abstinence? Si le programme ne donne aucune indication, de l'autre côté de l'Atlantique, le pape Jean-Paul II répétait, à la veille du sommet, l'objection de l'Eglise catholique aux méthodes contraceptives.

ÉQUIPEMENT MÉDICAL
VENTE ou LOCATION

SPECIALISÉ EN ÉQUIPEMENT DE RÉADAPTATION ET SOINS À DOMICILE

- Orthopédie
- Bas élastique
- Bandes hernières
- Canne et béquilles
- Incontinence urinale
- Inhalothérapie
- Soins de plaies
- Appareils à pression artérielle
- Tractions cervicales
- Corset pour le dos.

Service orthopédique Sherbrooke
FERNAND GROLEAU
600 King est Sherbrooke 566-5551

encore mieux!

avec son **double**

99¢

BURGER KING

TM OF M.C. DE BURGER KING CORP. 1990

MAXIMUM 3 PAR CLIENT
JUSQU'AU 28 OCTOBRE 1990

CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION 1990

Centraide Estrie

Pour mieux vivre ensemble!



Centraide Estrie

1150, rue Belvédère Sud
Sherbrooke (Québec)
J1H 4C7
(819) 569-9281



NOUVEAU

SPORTTECH AUTO

INC.

LES SPÉCIALISTES

MAZDA SUBARU MERCEDES

Gérard Hoff technicien

Sylvain Campagna technicien

80
rue Quatre Pins
Sherbrooke

King ouest
N.V. Cloutier
Quatre Pins
SPORTTECH AUTO

* sur Mazda et Subaru jusqu'au 31 octobre.

HUILE ET FILTRE 14.80*

820-0477

Découvrez le...

BUFFET DU GOURMET

O'Grand'R

Un des plus grands restaurants au Canada!
(800 places)

PLUS DE 100 CHOIX VOUS SONT OFFERTS

Mangez et buvez à volonté pour seulement...

14.95

Les samedis et dimanches dès 16h30
Spécial Vendredi: FRUITS DE MER À VOLONTÉ 19.95

OUVERTURE SAMEDI LE 6 OCTOBRE!

Aussi...
BRUNCH LE DIMANCHE
de 10h00 à 14h00
9.95

Pour informations et réservations: **563-4877**

Réservez maintenant!